

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 09/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORANO CHIMIE-ENRICHISSEMENT-P19**

Site du Tricastin – BP 16  
26700 Pierrelatte

Référence : 20251009-RAP-DAEN1092  
Code AIOT : 0100057323

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement ORANO CHIMIE-ENRICHISSEMENT-P19 implanté Site du Tricastin BP 16 26700 Pierrelatte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORANO CHIMIE-ENRICHISSEMENT-P19
- Site du Tricastin BP 16 26700 Pierrelatte
- Code AIOT : 0100057323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc d'entreposage P19 est une ICPE soumise à autorisation pour la présence de radioéléments issus des manipulations d'enrichissement de minerai.  
Ce parc entpose des fûts d'uranium appauvri dans des locaux fermés.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Garanties financières

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réemploi des produits entreposés	Arrêté Préfectoral du 16/03/1995, article 1.5	Sans objet
2	Garanties financières	Code de l'environnement , article L.516-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour but de vérifier que le site n'était plus soumis aux garanties financières.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réemploi des produits entreposés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/1995, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Étude relative au réemploi des produits entreposés
<b>Prescription contrôlée :</b> L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve : <ul style="list-style-type: none"><li>– du respect des prescriptions du présent arrêté,</li><li>– de la fourniture d'une étude technico-économique relative au réemploi des produits entreposés, qui sera actualisée tous les 5 ans, à la date anniversaire de publication du présent arrêté,</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> L'inspection a pu consulter la note TRICASTIN 25-055626, dans sa version 1.0 du 24/09/2025, indiquant que les produits entreposés sur le parc P19 étaient entièrement réemployables. Un chapitre précise les possibles valorisations de ces produits. Cette réutilisation est une alternative aux prélèvements dans le milieu naturel et est, notamment, utilisable pour le combustible MOX.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/10/2025, article L.516-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations mentionnées aux articles L.229-32 et L.515-36, des carrières et des installations de stockage de déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières. Ces garanties sont destinées à assurer, suivant la nature des dangers ou inconvénients de chaque catégorie d'installations, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, et la réhabilitation après fermeture. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation. [...]
<b>Constats :</b> Au vu de la note présentée lors de l'inspection (voir constat n°1), le parc P19 n'est pas une installation de stockage de déchets, ni une carrière et ni un site SEVESO.  Cette installation ICPE soumise à autorisation n'est donc pas subordonnée à la constitution de garanties financières. Ainsi, l'acte de cautionnement en cours de validité, relatif aux garanties financières du parc P19, relevant du 5° de l'article R. 516-1, est caduc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite